

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

(CCATP N° DIRA-MIMO-25-30)

Acheteur

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Atlantique

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Atlantique

Objet du marché

Assistance à la gestion et à la maîtrise temporelle des projets routiers en Nouvelle Aquitaine

Le présent CCATP ne comporte pas d'annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1-1. Objet du marché et normes.....	3
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Réalisation de prestations similaires.....	6
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	6
1-7. Dispositions générales.....	7
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES..	11
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	11
3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	11
3-3. Variation dans les prix.....	12
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	13
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	13
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	13
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	14
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	14
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	14
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	14
5-1. Retenue de garantie.....	14
5-2. Avances.....	14
ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	14
ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	15
7-1. Conditions d'exécution.....	15
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	15
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	15
8-1. Admission.....	15
8-2. Garantie des prestations.....	16
ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION.....	16
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	17
10-1. Contexte de la mission.....	17
10-2. Consistance des prestations.....	20
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	23
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	23

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et normes

Les prestations, objet du présent marché consistent en une assistance à la Mission Maîtrise d'Ouvrages (MiMO) de la DIR Atlantique pour le management de projets d'investissement routier et immobilier de l'État en Nouvelle Aquitaine.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

- une phase de prise de connaissance et de réalisation de cadrages initiaux par opération comportant notamment des plannings de référence ;
- la tenue de revues d'opérations, dont la fréquence indicative est de quatre fois par an, pour les opérations sur lesquels les prestations du marché seront mobilisées ;
- l'établissement de livrets consécutifs aux revues d'opération (un livret par opération) et la diffusion de ces livrets.

Elle peut comprendre également, si la DIR Atlantique en exprime le besoin, en :

- l'établissement d'un tableau de suivi des engagements de l'État par opération ;
- l'établissement d'un tableau de suivi des marchés et commandes simples relatifs à chaque opération ;
- des recalages d'ordonnancement par opération (modification du planning de référence) ;
- des approfondissements partiels de séquences d'activités (plannings détaillés).

Les revues d'opération se tiendront à la cité administrative de Bordeaux, siège de la DIR Atlantique.

La liste suivante, qui n'a pas vocation à l'exhaustivité, synthétise les opérations sur lesquels la mission portera probablement, que ce soit de manière constante ou non dans le temps :

- Mise en sécurité et mise aux normes environnementales de la RN10 dans la Vienne ;
- Création d'une voie d'entrecroisement entre les échangeurs 17 et 18 de la rocade bordelaise ;
- Mise en sécurité de la RN134 entre Bélair et Oloron-Sainte-Marie (64) ;
- Aménagement de points singuliers en Haute Vallée d'Aspe (64) ;
- Confortement des berges du gave d'Aspe à Bedous (64).

D'autres opérations issues des projets suivants pourraient également faire l'objet de l'assistance pour le management de projet :

- Actions relatives aux besoins de protection de la ressource en eau des polluants routiers sur le réseau de la DIR Atlantique ;

- Suivi du programme Aliénor II et actions issues du schéma directeur d'agglomération de la gestion du trafic de l'agglomération bordelaise (SDAGT) ;
- Actions issues du schéma directeur des aires de repos et de service (SDARS) sur le réseau de la DIR Atlantique.

Les caractéristiques principales et l'état d'avancement des principales opérations sont précisées au §10.1 « Contexte de la mission ».

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. La responsable de la MiMO pour assumer les fonctions suivantes :
 1. Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 2. Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 3. Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG) ;
 4. Signature et notification des bons de commande (article 3.7 du CCAG) ;
 5. Proposition de décompte des pénalités (article 14 du CCAG).
2. Les chargés de maîtrise d'ouvrage (CMO) pour assurer les fonctions suivantes :
 1. Convocation des revues d'opérations ;
 2. Réception des demandes de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
 3. Proposition d'acceptation ou de rectification des factures et compléments de factures (article 11.6 du CCAG) ;
 4. Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 5. Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 6. Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1-2.2. Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations, au titulaire par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE.

Notification via PLACE :

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours après l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), elle sera réputée notifiée.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délais, ceux-ci commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque un délai est exprimé, il commence à courir à compter de l'heure suivante celle qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE, la modalité technique d'envoi sera utilisée, ce qui permettra au destinataire d'adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse impose un délai de réponse, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites précédemment.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information, les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par réciprocité, la notification au RMO ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par PLACE ou le cas échéant par échanges dématérialisés dans les mêmes conditions que celles décrites ci-avant.

1-2.4. Cotraitants

Pour le présent marché, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du RA et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication du RA est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1-2.5. Personne physique affectée à la mission

La personne physique, de niveau consultant senior (5 ans d'expérience professionnelle sur ce type de missions), qui est désignée par le titulaire comme « pilote » pour animer les revues d'opérations, répondre de la qualité d'exécution des prestations et le représenter dans toutes les relations avec le représentant du RA est :

- Nom et prénom (qualité) :
.....

En cas d'empêchement majeur du pilote, le suppléant désigné, également de niveau consultant senior, est :

- Nom et prénom (qualité) :
.....

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des personnes qui se trouvent nommément désignées, l'article 3.4.3 du CCAG est applicable.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par la responsable de la Mission Maîtrise d'Ouvrages.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 12 h. Le titulaire devra accuser réception par renvoi du bon de commande portant la date de réception.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation et la catégorie des prestations ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution ;
- La référence du marché.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de

les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCATP.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCATP.

1-7. Dispositions générales

1-7.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....
du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-7.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-7.5. Clauses sociales et environnementales

Clauses sociales

Ce marché fait l'objet d'une clause incitative relative à la promotion de l'égalité femme homme

Objectif : Sensibiliser le/les soumissionnaires au sujet de la lutte contre les discriminations.

Modalités : Intégrer un questionnaire au DCE, renseigné par l'entreprise, en phase de soumission puis 6 mois avant la fin du marché. Ce document ne sera pas pris en compte dans l'attribution du marché et ne fera pas l'objet d'un engagement contractuel.

Le candidat renseigne le document « annexe à l'acte d'engagement portant sur la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes »

Clauses environnementales

Les revues d'opération se déroulent en présentiel à la cité administrative de Bordeaux. Le prestataire privilégie les déplacements à pied, en mode doux ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution de la prestation comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de

pétrole liquéfié, au gaz naturel pour véhicules, à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essences) conformes aux normes en vigueur.

Les intervenants ont suivi au moins une formation aux enjeux environnementaux spécifiques aux opérations routières.

Ces deux clauses sont prises en compte dans le cadre des critères d'attribution des offres (cf. 4-2 du règlement de consultation).

Par ailleurs, les candidats soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communiquent à l'acheteur leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et leur plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L.225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

Pièces particulières

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties).;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi, assorti des compléments suivants : identité et qualification de la personne physique assurant la mission ainsi que son suppléant ;
- la liste des prix ;
- les bons de commande émis au titre du présent marché.

Pièces générales :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Règlement des prestations

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera trimestrielle. Toutefois, si le titulaire en fait la demande elle pourra être mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro de marché ;
- le numéro de SIRET du maître d'ouvrage ;
- le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande qui sera transmis par le service ordonnateur.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Révision des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions fixées en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est l'index ING Ingénierie. Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le titulaire est tenu de faire parvenir au représentant de l'acheteur son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix/décomposition révisée dès la publication de la valeur de l'index permettant la révision. Sans retour du représentant de l'acheteur, la liste/décomposition est acceptée, et applicable à la date prévue pour cette révision. Dans l'hypothèse où le titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que la personne publique ne soit tenue de relancer le Titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante. Cependant, si la révision est négative, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de l'appliquer d'office.

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG, l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois m_0 ;

I_n = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALTÉS, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées. Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, la pénalité journalière est fixée à 100 €.

Elle s'applique en particulier aux délais fixés à l'article 3.3 « Délais particuliers » de l'acte d'engagement.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.3. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4-3.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4-3.6. Autres pénalités diverses

Sans objet.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sans objet.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-1.3. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

8-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration d'un délai de deux mois. Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3^e alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10-1. Contexte de la mission

La MiMO assure les missions de maîtrise d'ouvrage au sein DIR Atlantique : ingénierie financière, procédures foncières, enquêtes publiques, liquidation des dépenses, etc.

Les caractéristiques principales et l'état d'avancement à septembre 2025 des principaux projets d'investissement routier énumérés au 1-1 ci-dessus sont explicités ci-après.

10-1.1. Mise en sécurité et mise aux normes environnementales de la RN10 dans la Vienne

La maîtrise d'œuvre du projet est assurée par le service d'ingénierie routière – équipe d'Angoulême – de la DIR Atlantique.

L'opération comporte un volet de mise aux normes routières (suppression de 6 carrefours à niveau, réaménagement d'un échangeur, création de deux échangeurs) et un volet de mise aux normes environnementales (dispositifs de traitement des eaux, aménagements en faveur de la faune). Le coût plafond de cette opération a été réévalué à 45,5 M€ TTC (euros courants) par décision ministérielle du 3 janvier 2024.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté du 18 décembre 2020. L'arrêté portant autorisation environnementale du 28 janvier 2021 fixe les mesures compensatoires et de suivi de l'opération.

L'opération est divisée en trois secteurs :

- secteur 1 Croutelle-Ligugé : mise à 2 × 2 de voies de la RN10 au droit de Croutelle avec une reconfiguration totale de l'échangeur et la reconstruction de l'ouvrage franchissant la RN10 ;
 - travaux réceptionnés le 15 mai 2023
- secteur Ruffigny-Vivonne : fermeture des trois carrefours plans, construction d'un échangeur complet avec passage supérieur au niveau du carrefour central de Marçay avec création de voies de rétablissement, modernisation de la bretelle d'entrée dans la ZA de l'Anjouinière ;
 - procédures foncières en cours, marché de travaux TOACES attribué.
- secteur Vivonne-Les Minières : fermeture des trois carrefours plans, construction d'un échangeur complet avec passage supérieur entre les deux carrefours au nord avec création d'une voie de rétablissement parallèle à la RN à l'ouest, modernisation des bretelles d'entrée et de sortie de l'aire de repos des Vieilles Étables.
 - procédures foncières en cours, PRO et DCE en cours.
- Sur les trois secteurs : aménagements paysagers, aménagements en faveur de la faune, mesures compensatoires

Sur la période maximale d'exécution du présent marché, le management du projet porte sur :

- la finalisation le secteur 1 : finitions, procédures de mise en service, remises d'ouvrage, régularisation foncière...

- la finalisation des procédures foncières sur les secteurs 2 et 3 ;
- les procédures techniques : PRO, contrôles et approbation ;
- les travaux des 2^e et 3^e secteurs ;
- la mise en place des mesures compensatoires.

10-1.2. Création d'une voie d'entrecroisement entre les échangeurs 17 et 18 de la rocade bordelaise

La maîtrise d'œuvre de l'opération est actuellement assurée par le service d'ingénierie routière – équipe de Bordeaux – de la DIR Atlantique.

L'opération consiste à aménager une voie d'entrecroisement entre les échangeurs 17 et 18 de la rocade bordelaise, en sens extérieur. Sur la période maximale d'exécution du présent marché, le management du projet porte principalement sur la finalisation des travaux routiers et l'aménagement paysager de l'opération.

10-1.3. Mise en sécurité de la RN 134 entre Bélair et Oloron-Sainte-Marie (64)

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par le service d'ingénierie routière – équipe de Bordeaux de la DIR Atlantique.

L'opération consiste à améliorer de manière significative la sécurité des usagers en transit empruntant cet axe ainsi que la fluidité et la sécurité des usages locaux, notamment en facilitant l'évitement des véhicules en attente de tourne-à-gauche. Le coût plafond de l'opération a été réévalué à 30,3 M€ par décision ministérielle du 4 janvier 2024.

Le programme comprend :

- la création de « bandes multifonctionnelle » de 2 mètres de largeur et l'amélioration des accès riverains ;
- le traitement des obstacles latéraux ainsi que les améliorations environnementales telles que la protection de la ressource en eau.

Le linéaire de 10 km l'opération est découpée en 7 secteurs. L'ordre de traitement des secteurs se fait d'est en ouest en deux phases : secteurs 1 à 5 sur le CPER 2015-2020, secteurs 6 à 7 sur le CPER suivant.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté du 15 octobre 2019. L'arrêté d'autorisation environnementale du 6 décembre 2021 définit cinq mesures compensatoires. Sur la période maximale d'exécution du présent marché, le management du projet porte notamment sur :

- les procédures foncières des derniers secteurs ;
- les procédures techniques d'élaboration : réalisation des études, contrôles et approbation des études de conception détaillée des derniers secteurs ;
- les travaux des derniers secteurs : DCEs travaux préparatoires, DCE ouvrage d'art du secteur 2, DCEs Terrassement, Assainissement, Chaussée...

10-1.4. Aménagement de points singuliers en haute vallée d'Aspe

L'opération comprend des aménagements qualitatifs pour normaliser les points singuliers et les zones accidentogènes ainsi que pour améliorer le cadre de vie des villages traversés et assurer la protection de l'environnement dans les zones les plus sensibles. Les études d'opportunité sont terminées. 7 M€ sont inscrits au CPER 2015-2020.

L'opération est constituée de 4 volets distincts en termes d'ordonnancement et indépendants temporellement. Chaque volet de l'opération fait l'objet de procédures différentes et d'un calendrier particulier.

- volet 1 : aménagements physiques ponctuels (entrées d'Asasp, pont du Ticoulet) :

- travaux entrée nord d'Asasp : réalisés en 2020
- travaux entrée sud d'Asasp : 2026
- travaux pont du Ticoulet : 2026-2027
- volet 2 : gestion dynamique du trafic pour améliorer la sécurité au droit de points singuliers lorsque l'aménagement physique est hors de portée financière mais également pour assurer une gestion globale des événements affectant la RN134 :
 - travaux installation de 2 PMV : réalisés en 2020
 - travaux Virage du Marbre : réalisés en 2020-2021
 - travaux Virage du Pene d'Aret : réalisés en 2022-2023
 - travaux Défilé du Portalet : 2025-2026
- volet 3 : confortement de la zone du Larry pour se prémunir d'un glissement localisé de la route dans l'objectif de réduire les risques pour les usagers et prévenir de coupures prolongées de l'axe – travaux réalisés en 2021-2023 ;
- volet 4 : transparence écologique de la RN 134, aménagement d'ouvrages hydrauliques en faveur de la faune – travaux 2023 à 2026.

La maîtrise d'œuvre de chaque volet est assurée soit par un service ingénierie de la DIR Atlantique, soit par un prestataire extérieur mandaté à cet effet.

Sur la période maximale d'exécution du présent marché, le management du projet porte pour chacun des volets sur :

- procédures administratives et foncières ;
- procédures techniques d'élaboration : réalisation des études de conception détaillé, contrôles et approbation ;
- travaux : DCE et réalisation.

10-1.5. Confortement des berges du gave d'Aspe à Bedous (64)

L'opération consiste à renforcer les berges du gave d'Aspe (6 secteurs d'intervention) pour limiter les phénomènes d'érosion le long de la RN134. Les aménagements prévus consistent à renforcer les talus routiers, renforcer les berges par techniques mixtes, associer des actions de génie végétal à ces travaux. Les procédures administratives sont à lancer. La maîtrise d'œuvre est à désigner.

10-1.6. Actions relatives aux besoins de protection de la ressource en eau des polluants routiers sur le réseau de la DIR Atlantique

Dans le cadre du volet environnemental de la modernisation du réseau routier national, la DIRA lance en fin d'année 2024 un diagnostic général de l'assainissement de son réseau et de la priorisation des besoins de protection de la ressource en eau des polluants routiers. Ce diagnostic doit aboutir sur un programme d'actions priorisé, tenant compte des procédures à mettre en œuvre et du coût des dispositifs.

Des études opérationnelles et des travaux sur l'assainissement d'une partie du réseau routier à proximité d'un captage en Charente-Maritime sont prévues dans un délai plus court que le diagnostic.

Sur la période maximale d'exécution du présent marché, le management du projet porte sur :

- certaines actions qui seront définies à l'issue du diagnostic, avec des phases études prévisibles en 2026,
- l'opération de travaux au niveau du captage en Charente-Maritime.

10-1.7. Suivi du programme Aliénor II et actions issues du schéma directeur d'agglomération et de gestion du trafic de l'agglomération bordelaise (SDAGT)

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par le Service d'ingénierie pour l'entretien et l'exploitation de la route (SIEER) de la DIR Atlantique.

Aliénor I, système d'exploitation dynamique des voies rapides urbaines de l'agglomération bordelaise, a permis, dans les années 2000, le déploiement d'équipements nécessaires à la gestion dynamique du trafic et de la sécurité de la rocade et de ses principales pénétrantes.

Le déploiement de la deuxième phase du système Aliénor (dite «Aliénor II ») a pour objectifs d'intégrer des formes plus dynamiques de régulation du trafic, d'élargir le périmètre du système aux pénétrantes de l'agglomération connectées à la rocade et de promouvoir les services de transports en commun et le covoiturage. L'opération d'un montant de 13 M€ a fait l'objet d'une convention de financement entre l'État, la métropole et le conseil départemental le 29 août 2013.

Le programme Aliénor II, composé de 4 sous-projets, est en cours de finalisation :

- Sous-projet 1 : information en temps réel sur l'état du trafic sur la rocade à destination des usagers - sous-projet achevé.
- Sous-projet 2 :
 - Régulation dynamique des vitesses sur l'A63 : opération achevée
 - Régulation dynamique des vitesses sur l'A62 : opération achevée
 - Régulation des accès sur la rocade : dispositifs opérationnels, complément d'évaluation sur les dispositifs existants, évaluation pour une extension du dispositif sur la rocade ouest.
- Sous-projet 3 : information en temps réel des usagers de la rocade et des pénétrantes sur les services de transport en commun et le covoiturage. Opportunité à réévaluer.
- Sous-projet 4 : information en temps réel des poids-lourds sur les places de stationnement disponibles autour de l'agglomération bordelaise.
 - Équipement quasi-finalisé. Régularisation des contrats de concession en cours.
 - Évaluation du dispositif à mener.

Le management de projet pour cette opération porte essentiellement sur :

- la coordination interne : circuit d'approbation, association de l'exploitant, etc.
- la coordination avec les partenaires et notamment Bordeaux-Métropole.

10-1.8. Actions issues du schéma directeur des aires de repos et de service (SDARS) sur le réseau de la DIR Atlantique

Le schéma directeur des aires de repos et de service devrait être finalisé en fin d'année 2025.

10-2. Consistance des prestations

10-2.1. Cadrage initial

Le cadrage de chacun des projets routiers sera issu d'une analyse exhaustive faite par le titulaire sur les procédures réglementaires applicables, augmentée d'une analyse en commun avec le responsable de projet ou son représentant (membre de l'équipe de management du projet) d'une part et son chargé de maîtrise d'ouvrage ou son maître d'œuvre d'autre part.

Les réunions que le titulaire aura éventuellement prévues dans son offre pour ce faire se tiendront à son initiative.

Le titulaire établira une note de synthèse par projet explicitant les motifs pour lesquels il est assujéti ou non à chaque procédure en vigueur.

Il devra tenir compte des contraintes tant humaines que financières qui lui seront indiquées par la DIR Atlantique.

Seront mis en évidence :

- les hypothèses introduites ;
- les points critiques et les points d'arrêt ;
- le chemin critique ;
- les points bloquants et leurs effets sur les projets ;
- les risques pris ou à prendre ;
- les objectifs selon la période de vie des projets couverte par la mission (mise en service ou arrêté de DUP par exemple).

L'échéancier (planning de synthèse) de chaque document de référence couvrira une période de 4 à 5 ans sur un format d'une page A4. Il devra être lisible et communicant. La ligne d'avancement (« ficelle ») à la date d'établissement sera verticale.

10-2.2. Revues d'opérations

Les revues d'opérations, à Bordeaux, visent à augmenter la probabilité de respecter les grandes lignes du cadrage initial. Elles comportent trois temps par projet :

- la préparation de la revue d'opération sera réalisée par le prestataire une semaine avant la revue d'opération ; le titulaire sollicitera directement auprès des intervenants les derniers éléments de planning et de comptes-rendus internes ; il analysera les écarts avec les prévisions, les risques associés, et élaborera différentes stratégies de résorption. Au besoin, il réalisera échange préalable (par mail, téléphone ou visio) avec le CMO et les responsables de la production en AMO ou en maîtrise d'œuvre ; il réalisera l'examen d'avancement du projet ;
- l'animation de la revue de projet permettra de présenter l'examen d'avancement du projet d'une durée maximum de 2 h, avec le CMO et les responsables de la production en maîtrise d'œuvre ; il se consacrera uniquement aux points critiques à traiter en séance de manière collective ; l'analyse des risques sera actualisée s'il y a lieu, et le plan de mesures associé mis à jour ; le prestataire réalisera la mise à jour du tableau des engagements de l'État (cf. §10-2.4) et du tableau des marchés de chaque opération (cf. §10-2.5), y compris le suivi des bons de commande et des commandes simples ;
- une restitution de synthèse de l'état d'avancement des projets d'une durée maximum de 20 min par projet pour la Direction. Lors de cette phase, le titulaire relate les principales difficultés rencontrées, présente les mesures proposées et les arbitrages éventuels, en présence des participants à l'examen d'avancement et de leur hiérarchie.

10-2.3. Livrets après revues

À l'issue des revues d'opérations, le titulaire établira et remettra au responsable de projets et à ses maîtres d'œuvre des documents de restitution par projet ; le titulaire y actualisera les éléments de suivi des opérations en fonction des décisions du responsable de projet ou de son représentant.

Ces documents se présenteront sous forme de livrets au format A4.

Ils seront conçus pour pouvoir être utilisés comme supports d'explication et de conviction en interne.

Chaque livret comportera :

- une présentation synthétique du contexte du projet ainsi qu'une carte synoptique ;

- l'échéancier (planning de synthèse) sur un format d'une page A4, en actualisation de celui du document de référence quant aux seules ficelle et période couverte de 4 à 5 ans (qui glissera avec les revues) ;
- un tableau de bord détaillé décrivant l'état d'avancement du projet et indiquant les actions à mener et les personnes responsables de ces actions.

Par ailleurs, le titulaire remettra au responsable de projet une version tableur du planning de synthèse.

10-2.4. Établissement d'un tableau de suivi des engagements de l'État

La mise en place d'un tableau de suivi des engagements de l'État par opération fait l'objet d'un prix spécifique. Par contre, sa mise à jour sera rémunérée dans le prix relatif à l'établissement du livret d'opération.

Le tableau doit synthétiser les engagements que prend l'État au travers de différents documents : rapport d'enquête publique, engagements pris au fil de l'eau sur le foncier (promesses unilatérales de vente, traités d'adhésion...), autorisation environnementale, autres arrêtés réglementaires.

Le titulaire établit un tableau listant :

- les engagements pris par l'État ;
- la phase à laquelle ils se rattachent (travaux, post mise en service, etc.) ;
- l'entité en charge de les mettre en œuvre ;
- leur avancement.

Le tableau de suivi des engagements de l'État devra être diffusé au maître d'ouvrage, sous format électronique, pour validation.

10-2.5. Établissement d'un tableau de suivi des marchés

Il s'agit pour le prestataire de lister les marchés, bons de commande et commandes simples relatifs à chaque opération, pour faire le parallèle avec les délais prévus. Il sera établi un tableau par opération ; sa mise à jour sera comprise dans le prix relatif au livret d'opération.

10-2.6. Recadrages de projets

Cette prestation sera demandée par le responsable de projet lorsque le maître d'ouvrage prend une décision de modification des objectifs temporels d'un projet. Elle sera conjointe à la prestation d'établissement de livret consécutive à une revue d'opération et consistera à réviser le planning de synthèse.

10-2.7. Planning détaillé

Cette prestation sera demandée par le responsable de projet lorsqu'il souhaite disposer, pour certaines séquences [exemples : la séquence de l'enquête publique, la séquence de l'enquête parcellaire, etc.], d'un niveau de détail lui donnant une information qui lui permette de veiller à la tenue de chacune des étapes élémentaires (activités au sens de la norme NF ISO 21500) au sein de l'enchaînement.

Le planning détaillé de séquence est établi sur une durée de six mois, il met en évidence les hypothèses introduites, les points critiques et les points d'arrêt, le chemin critique de la séquence et les marges des activités situées hors du chemin critique.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCATP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 4.2	déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
CCATP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCATP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG 3 ^e alinéa
CCATP 8.2	déroge à l'article	30 du CCAG
CCATP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG